

Interview de Nicolas DUFOURCQ, directeur général de BPI France

INTERVIEW DE **Nicolas Dufourcq**

DANS **ADMINISTRATION 2022/2 N° 274**, PAGES 9 À 11

ÉDITIONS **L'ASSOCIATION DU CORPS PRÉFECTORAL ET DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

ISSN 0223-5439

DOI 10.3917/admi.274.0009

Date de mise en ligne : 16/08/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://droit.cairn.info/revue-administration-2022-2-page-9?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Interview de Nicolas DUFOURCQ, directeur général de BPI France

Nicolas DUFOURCQ, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI) depuis sa création en 2013, est l'auteur de l'ouvrage *La désindustrialisation de la France – 1995–2015*, paru aux éditions Odile Jacob en Juin 2022, « écrit pour tenter de comprendre ce qui s'est vraiment passé ».



La désindustrialisation de la France : quelles sont selon vous ses principales causes ?

La désindustrialisation de la France a commencé, comme celle de l'Europe, à la fin des années 70, avec la fin des charbonnages et la crise de la sidérurgie et du textile. La spécificité de la France est que le mouvement s'est propagé à l'ensemble de l'industrie, à l'exception de l'aéronautique, et c'est ceci qui interroge sur les causes sociétales de ce qu'on peut appeler un drame collectif. La désindustrialisation a continué chez nous, quand elle s'arrêtait chez les autres. En réalité, tout le monde est « positif au test » : l'État, les industriels, les syndicats, les familles, les médias, l'Éducation nationale, etc.

Une politique macro-économique historiquement centrée sur la demande qui a favorisé les importations et défavorisé les exportations ?

Le mix macro-économique des années 80 et 90 est influencé par le double traumatisme de l'inflation élevée et du chômage de masse. La désinflation compétitive, engendrant après l'indépendance de la banque de France des taux élevés, est un effort important demandé aux Français, et ils l'acceptent. Faute de réforme radicale du droit du travail et de reconnaissance que nos maux viennent de nos rigidités, le chômage continue

de s'envoler, et engendre une vraie culpabilité de l'opinion publique dirigeante française, préparant le terrain à l'erreur ultime : le partage du travail. La réalité est que la solution à nos problèmes n'était pas de travailler moins, mais au contraire de travailler plus, et de réformer le code du travail comme l'ont fait François Hollande et Emmanuel Macron. Il était aussi difficile de licencier que de divorcer. Comment s'étonner que les entrepreneurs aient préféré implanter leurs nouvelles usines hors de France ? On a là le cas assez typique, dans notre société, d'un imaginaire de protection qui dévore tout jusqu'au bon sens.

La libéralisation des échanges internationaux qui a profité en particulier à la concurrence allemande ?

Les grands accords de libre-échange, accords multifibres, acte unique, Gatt, admission de la Chine dans l'OMC, admission des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union, ont eu pour conséquence une accélération inouïe des pressions concurrentielles sur les PME, et elles n'y étaient pas du tout préparées. Les entreprises familiales du Mittelstand avaient quant à elles commencé de longue date à monter en gamme pour résister aux dévaluations compétitives du sud de l'Europe, elles s'étaient préparées à l'explosion asiatique en envoyant des ingénieurs dans les centres techniques chinois, et elles avaient avec l'intégration de l'Allemagne de l'Est et des pays d'Europe orientale un bassin de main-d'œuvre ultra compétitive et très aguerrie à « l'art industriel » (contre-maitres, ingénieurs, methodistes, etc.). Et puis, moins fiscalisées, elles étaient beaucoup plus riches. Enfin, dans cette première phase de mondialisation, ce dont le monde émergent avait besoin, c'était de machines. Et la France avait

La désindustrialisation de la France a commencé, comme celle de l'Europe, à la fin des années 70, avec la fin des charbonnages et la crise de la sidérurgie et du textile. La spécificité de la France est que le mouvement s'est propagé à l'ensemble de l'industrie, à l'exception de l'aéronautique, et c'est ceci qui interroge sur les causes sociétales de ce qu'on peut appeler un drame collectif.

déjà perdu largement son avantage compétitif dans la machine-outil.

La création de l'euro qui a entraîné un avantage compétitif pour l'Allemagne ?

Oui et non. Les entrepreneurs disent non, en tous cas. Pour eux l'Euro a été une bonne nouvelle, une simplification, la fin des dévaluations compétitives italiennes qui étaient ravageuses. En revanche on peut dire en effet que la parité a été fixée sans qu'on sache, à l'époque, que l'Allemagne démarrait 20 années de dévaluation intérieure par l'application d'une modération salariale implacable, jusqu'à la création du SMIC par Angela Merkel. L'eut-on su, on en aurait tenu compte dans les parités. La modération salariale allemande explique la moitié du creusement du déficit commercial français avec l'Allemagne après 2005. En revanche, s'il y a eu sous-évaluation de l'euro, pour l'Allemagne, c'est vrai également par rapport aux Hollandais, Belges, Danois, Italiens, etc. Car aucun de ces pays, non plus, n'a pratiqué la modération salariale allemande. Pourtant ils n'ont pas perdu leur industrie, eux. C'est donc bien que ce n'est pas l'euro qui explique notre drame.

L'inculture économique française, le droit du travail, le système scolaire français, toutes institutions qui ne favorisent pas l'esprit d'entreprise ?

En effet. Les lois Auroux dans beaucoup de secteurs industriels, pas tous, ont été dévoyées par une application anachronique de schémas de lutte de classes dont les Allemands s'étaient débarrassés depuis Bad Godesberg. Idem pour les Italiens de Enrico Berlinguer, qui sous des vociférations étaient en fait assez pro-business. L'Éducation nationale n'a pas su renouveler toute une génération d'enseignants-artisans qui maîtrisaient les ateliers des lycées professionnels, et leur a substitué une nouvelle classe de professeurs qui connaissent mal l'entreprise, la soupçonnaient, et qui, disons-le, n'avait pas le minimum d'amour pour l'industrie qu'il faut pour convaincre les jeunes d'y consacrer leur vie. La réforme du BAC a elle-même été détournée de son objectif initial, et la société française l'a interprétée



Capital Invest, le 9 juin 2022, au Théâtre du Châtelet

comme le droit légitime, pour tous, à accéder à la bourgeoisie des villes. Les familles se sont saignées pour que leurs enfants fassent des études longues, sans grands débouchés à la sortie. D'où une frustration partagée, le chômage ne baissant pas tandis que l'industrie avait de plus en plus de mal à recruter. Les médias eux-mêmes n'ont pas fait le minimum de communication positive sur l'industrie, qui aurait pu rassurer les familles. Il n'était, à l'écran, question que de fermetures d'usines de pneus enflammés. Pendant 20 ans ! c'est ainsi qu'on ancre des imaginaires négatifs.

L'Éducation nationale n'a pas su renouveler toute une génération d'enseignants-artisans qui maîtrisaient les ateliers des lycées professionnels, et leur a substitué une nouvelle classe de professeurs qui connaissent mal l'entreprise, la soupçonnaient, et qui, disons-le, n'avait pas le minimum d'amour pour l'industrie qu'il faut pour convaincre les jeunes d'y consacrer leur vie.

Le principe de précaution, des contraintes environnementales excessives pour le développement des entreprises ?

Oui, cela a joué. Le principe n'était pas critiquable en soi, dès lors qu'au moins il permettait les expérimentations. Mais il a été immédiatement, lui-aussi, radicalisé : le Parlement français, seul au monde, s'est mis à voter des interdictions catégoriques et définitives : le gaz de schiste, les OGM. Et s'agissant de notre politique énergétique, les forces politiques qui étaient contre le nucléaire, pourtant seule source décarbonée disponible en abondance à l'époque, ont trouvé un support juridique à leurs demandes de fermetures de centrales.

Que pouvez-vous nous dire du rôle de BPI dans la politique de réindustrialisation ?

Majeur bien sûr. L'État nous donne un mandat très exigeant en la matière. Et donc des moyens. Subventions, crédits, fonds propres, outils de mise en relation, financement de l'innovation, création du mouvement French fab, encouragement aux chercheurs à créer des start-ups industrielles, etc. C'est le programme France 2030. Nous devons faire monter une centaine de nouvelles usines par an en France.

© Alexandra Laiffie

L'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur | Téléchargé le 06/06/2026 sur <https://droit.cairn.info> (IP: 216.73.216.36)

Reconquérir une souveraineté industrielle ne passe-t-il pas par la création de nouvelles protections aux frontières (taxe carbone) ?

Oui, en étant conscient des difficultés que pose inévitablement un système de taxe aux frontières. En effet, si vous exportez hors d'Europe, vous êtes par construction plus cher puisque vous avez payé la taxe sur vos intrants. Donc il faut bien anticiper les conséquences. Ce qui est sûr, c'est que quand on a 100 GE de déficit commercial, il vaut mieux taxer les importations que nos propres exportations ! La TVA sociale avait cette vertu, mais elle avait l'inconvénient d'entamer le pouvoir d'achat des ménages. Par là, on voit aussi que, pratiquement toujours, on a préféré garantir aux ménages français la possibilité d'acheter à bas prix des produits chinois plutôt que de privilégier le « produire en France ». C'est ce qui change en ce moment, et Bruno Le Maire a eu le courage de dire que le retour d'une partie de la production en France aurait des effets inflationnistes, au moins au début.

Qu'est-ce que le plan deeptech, la « French tech », la « French fab », des slogans ou une réalité ?

Une réalité humaine. Le plan deeptech, c'est l'idée de répondre à une grande faiblesse française, par laquelle nos chercheurs sont parmi les meilleurs du monde en sciences dures, mais les pires en création d'entreprise. Il faut que la science française se déploie en créations d'entreprises et d'emplois pour nos enfants. Nous sommes à la veille d'un super-cycle de croissance si nous arrivons à sortir de leurs armoires quantité de découvertes et de les transformer en entreprises, certaines d'entre elles étant amenées à être les fleurons de France 2030. La société Soitec est un exemple. La French fab, c'est le maillot de l'industrie française, des irréductibles qui l'aiment, la respectent, la développent, et l'emmènent sur la voie de la renaissance. Des compagnons. Ils ont leur oriflamme,

[...] pratiquement toujours, on a préféré garantir aux ménages français la possibilité d'acheter à bas prix des produits chinois plutôt que de privilégier le « produire en France ».

leur hymne, ils ont la niaque. C'est la French fab. La French tech, le monde entier la connaît désormais, certains nous la jalouse. C'est l'écosystème de nos start-ups technologiques, digitales notamment, ceux qui ont prouvé en dix ans que nous pouvions être la start-up nation du continent. Gloire à eux, honnêtement. Maintenant, il faut les connecter à la French fab, car notre avenir industriel est dans une course de vitesse sur l'innovation.

L'administration doit devenir marchande, elle est encore trop gendarme. Les préfets sont des acteurs complètement centraux de la réindustrialisation.

Faire émerger 100 nouvelles usines par an, un objectif réaliste ?

Oui. Difficile, mais réaliste. Le sujet majeur, c'est la vitesse de passage à l'échelle. Nous ne pouvons y arriver si les délais administratifs et judiciaires restent ce qu'ils sont, parmi les plus longs d'Europe. L'administration doit devenir marchande, elle est encore trop gendarme. Les préfets sont des acteurs complètement centraux de la réindustrialisation. Les Allemands ont une nouvelle expression : « aller à la vitesse de Tesla », le temps qu'il a fallu pour construire la plus grande usine automobile d'Europe à Berlin. Inouï. C'est le nouvel étalon. La justice est quant à elle sous-équipée, elle renvoie des décisions de trimestre en trimestre, c'est inaudible pour les chefs d'entreprises qui sont l'arme au pied. Beaucoup peuvent se décourager et décider de monter leurs usines là où c'est si simple : en Es-

pagne, en Turquie. Nous sommes en guerre économique. Il nous faut des délais d'économie de guerre. Et puis il faut un débat politique national sur l'industrie : l'hostilité est encore forte, les recours associatifs sont trop nombreux, les vents contraires puissants. Il faut expliquer aux Français, si attachés à leur autonomie stratégique et si heureux de pouvoir être fiers, que s'ils veulent la gloire de nos produits, quels qu'ils soient, avions, robots, pales d'éoliennes, trains, enceintes musicales, montres, charpentes métalliques, sous-marins, il faut bien accepter qu'ils soient produits chez eux, dans leurs territoires. Sinon nous sommes une nation de colonisés, et ils sont les premiers à ne pas le supporter.

Pensez-vous que les territoires ont un rôle à jouer comme acteurs de la réindustrialisation ?

Majeur. C'est la clé. C'est là, pour toutes les raisons que j'ai indiquées, que ça se passera : enseignement professionnel au plus proche des entreprises, collaboration entreprises/universités, réseaux d'entraides entre entrepreneurs, mobilisation populaire, etc. C'est bien pour cela que la Bpi est depuis son origine une banque d'abord régionale, où 90 % des décisions sont prises par les collaborateurs dans les territoires, sans remonter à Paris. En revanche ne nous méprenons pas : il va falloir des capitaux gigantesques, et donc une grande solidarité nationale. Et ça, c'est l'État, et c'est la place financière de Paris, les banques, les fonds d'investissement. Opposer Paris et province n'a donc aucun sens. D'autant que souvent ceux qui sont Girondins face à Paris, sont Jacobins chez eux. Il faut simplement un système de déconcentration massive de la décision vers les acteurs de terrain au contact des entrepreneurs. ■

Nous sommes en guerre économique. Il nous faut des délais d'économie de guerre. Et puis il faut un débat politique national sur l'industrie : l'hostilité est encore forte, les recours associatifs sont trop nombreux, les vents contraires puissants.